

Communisme en mouvement

Numéro 18

février 2008

Sommaire

1. Editorial

Le Modem est-il de droite ? La question vaut d'être posée après le Cn du 8 février 2008. p. 2

2. Interventions au Conseil national du PCF du 8/02/2008 :

Contre toute alliance contre-nature - Pour la clarté politique - Gilles Alfonsi - p. 3

Fin d'époque - Bernard Calabuig - p. 5

Construire dans la clarté - Jean-Michel Ruiz - p. 6

Pour l'innovation politique rassembler sans se renier - Philippe Stierlin - p. 8

3. Communiqué de presse de communistes unitaires, membres du CN du PCF - p. 10

Ce bulletin est ouvert. Faites parvenir vos textes, mais aussi vos réactions et suggestions à : communisme.mouvement@free.fr - Pour le recevoir régulièrement ou-et permettre à des amis de le recevoir, prenez contact sur <http://communisme.mouvement.free.fr>

Le Modem est-il de droite ?

La question vaut d'être posée, après le Conseil national du PCF de ce 8 février.

Le débat du CN s'est focalisé sur le manque de clarté de la position du PC concernant la possibilité de participer à des listes aux municipales (au 1er tour, au 2ème tour) ou demain à des exécutifs comprenant le Modem.

Les situations de Grenoble et Paris ont été évoquées, de même que celles de Bordeaux et de Montpellier. A Grenoble, la liste comporte 9 membres du Modem, dont ses dirigeants locaux. A Paris, il y a des craintes croissantes d'une alliance de deuxième tour avec le Modem. Au-delà de ces exemples emblématiques (grosses villes, dont la capitale), le problème du Modem se pose dans d'autres endroits.

Nous (les membres du CN "communistes unitaires") sommes intervenus pour demander une clarification de la position du Parti, soulignant la nécessité de ne pas nourrir une recomposition politique autour des options sociales-libérales, dans un contexte de brouillage des valeurs et des orientations, d'envoyer un message clair au "peuple de gauche". Une position ambiguë sur un tel sujet est contraire à tout ce qui fonde l'engagement communiste.

Plusieurs responsables départementaux ont évoqué un "certain trouble" dans le Parti.

Trois arguments nous ont été opposés, en substance :

- la question d'une alliance avec le Modem ne se pose pas puisque c'est le PS qui, ici et là, a des velléités d'alliances,
- le Modem ne constitue pas une entité homogène, il y a en son sein des personnes qui ne sont pas vraiment de droite,
- il ne faut pas mettre en difficulté la dynamique de rassemblement à gauche naissante par une prise de position brutale,
- et un quatrième "argument" :
- "il est trop tôt", "on ne réglera pas le problème par une déclaration"...

M.G. Buffet est intervenue à deux reprises contre une clarification du texte.

La version finale de la résolution du CN dit ceci : "Et c'est bien parce que l'urgence est de battre la droite et ses idées, et de construire une alternative à gauche que le Conseil national dénonce les manœuvres d'élus socialistes qui, imaginant leur salut du côté du Modem, contribuent à la dilution des valeurs et des convictions propres à la gauche. Il encourage les communistes confrontés à ces situations à continuer à se battre pour assurer la réaffirmation claire et la visibilité, dans leur localité, des idéaux qui sont les nôtres et ceux de tous les progressistes". Le texte a bougé par rapport à la proposition initiale mais il continue de faire l'impasse sur la position du PCF là où le PS décide ou prépare une alliance.

Nous avons proposé d'intégrer un amendement tout simple à la suite de ce paragraphe : "Il est exclu que les communistes participent à des listes incluant le Modem, d'une manière ou d'une autre". Cet amendement a été repoussé par 80 voix contre 9 pour et 13 abstentions.

La résolution a été adoptée avec les voix du courant orthodoxe (habituellement si prompt à dénoncer les compromissions avec les ennemis de classe et les liquidateurs blablabla...) et en l'absence de très nombreux camarades (le CN comporte en principe 254 membres).

Franchement, voir ainsi tergiverser la direction du Parti communiste sur une question aussi basique donne un sentiment de consternation. Plus au fond, on sent la volonté d'ignorer les raisons pour lesquelles "on en est arrivé là". En particulier, il n'y a aucune réflexion sur les raisons pour lesquelles nous sommes "coincés" entre les sociaux-libéraux et l'extrême gauche protestataire, faute d'avoir constitué avec d'autres un espace de la gauche de transformation sociale.

Reste que le problème politique n'est pas réglé par la "position du jour". Nous verrons en effet dans les prochaines semaines si le PS multiplie les démarches pour rallier le Modem, ce qui posera la question de notre attitude dans les villes pour le deuxième tour, puis par rapport à la participation à des exécutifs (y compris pourquoi pas dans des départements).

Dernier point : cela s'est exprimé lors de ce CN, la ligne du noyau dirigeant est d'espérer des scores honorables (et peut-être quelques gains, possibles) qui lui permettraient de faire valider rapidement l'option qui est la sienne pour le congrès (la continuation du PC, ou le PC continué, ou le P continuant le C, ou le C poursuivant le P, c'est-à-dire de ne – presque - rien changer).

Il nous semble responsable :

- de continuer à militer pour obtenir des scores honorables et si possible des gains dans toutes les configurations situées clairement à gauche,
- de s'opposer à toutes participations du PCF à des listes et à des exécutifs incluant le Modem.

Contre toute alliance contre-nature Pour la clarté politique

Conseil national du PCF
8 février 2008

Gilles Alfonsi, Seine Saint-Denis

Nous sommes inaudibles dans le débat public national, coincés entre le discours social-libéral et celui de la gauche protestataire, entre Ségolène Royal et Olivier Besancenot. Le piège se referme car nous n'avons d'aucune manière élargi l'espace de la gauche de transformation sociale.

Nous nous trouvons pris dans le brouillage des valeurs et des orientations, voulu par Sarkozy mais aussi par les socio-libéraux du parti socialiste.

Cela conduit à devoir affronter en posture difficile, sans pouvoir s'appuyer sur une cohérence nationale, les prétentions hégémoniques du PS et parfois ses intentions de ruiner nos possibilités de conquête.

Face à cela, nous faisons partout un immense effort pour défendre notre implantation et conquérir des positions ;

Il ne me semble pas inutile de souligner la contradiction entre :

- d'une part, de nombreuses constructions intéressantes, des rassemblements parfois inédits, porteurs d'avenir, comme à Saint-Denis, où les prétentions du PS viennent d'éclater parce que notre démarche, le travail sur le projet politique et la construction de notre liste donnent une force d'agrégation
- et d'autre part, des configurations, certes exceptionnelles aujourd'hui, mais symboliquement très dommageables et qui sont déjà utilisées contre nous.

Il en est ainsi concernant l'acceptation, déjà formulée - comme à Grenoble - ou qui s'annonce, de participer à des listes comprenant une alliance du Parti socialiste avec le Modem.

C'est là servir une recomposition au bénéfice des sociaux-libéraux, qui se ferait en définitive contre les populations et contre nous.

C'est ainsi qu'on se surprend à devoir poser au conseil national cette question : allons-nous demain, ici et là, intégrer des exécutifs de villes, comme par exemple à Paris, ou de départements auxquels participeront aussi des adjoints « modem » ?

Le projet de résolution du Conseil national qui nous est soumis n'est pas clair sur ce point.

Au contraire, notre conseil national doit prendre clairement position contre toute alliance contre-nature avec le Modem. Il faut décider de ne pas participer à des exécutifs comprenant le Modem.

A l'inverse de ces confusions, le résultat obtenu par *Die Linke* en Allemagne met du baume au cœur de ceux qui pensent qu'il est possible de faire bouger en profondeur la donne politique. La situation allemande montre que l'avènement d'un nouveau sujet politique est possible et peut-être gagnant dans une société où existent les mêmes tentatives des sociaux-libéraux et de la droite de monopoliser ensemble le système de représentation politique, et de rejeter à la marge du système politique toute volonté de transformation sociale.

Fin d'une époque

Conseil national du PCF
8 février 2008

Bernard Calabuig, Val d'Oise

Les élections municipales et cantonales du mois de mars revêtent des enjeux d'une extrême importance. Le parti communiste y joue son implantation et son ancrage national.

Nous avons un réseau de 13 000 élus qui fait de nous la troisième force politique en nombre d'élus. Mais nous savons aussi que, malgré l'investissement considérable des élus communistes, ce qui a fait la force du communisme municipal et son ancrage territorial a plutôt tendance à s'effacer, à savoir la cohérence d'un projet national et sa traduction, ici et maintenant, dans les localités et les territoires.

Pendant longtemps, les municipalités communistes ont été vécues par les populations comme la vitrine de ce que les communistes projetaient pour la société. Nous savons que, pour de multiples raisons, les représentations mentales ne fonctionnent plus ainsi.

La reconstruction d'une originalité de gestion communiste suppose un travail de réflexion et d'expérimentation que nous n'avons pas conduit ces dernières années. De même qu'il me semble nécessaire de travailler, dans le cadre du congrès, à ce que peut être l'apport original d'élus communistes dans une ville dirigée par les partenaires socialistes.

Sur le plan électoral, nous pouvons garder notre potentiel d'élus municipaux, voire en gagner. Car, sans parler de raz de marée à gauche qui pour l'instant ne se dessine pas, nous pouvons bénéficier de la faiblesse de mobilisation de l'électorat de droite qui s'explique par la déception que provoque la politique de N. Sarkozy. Ce qui ne signifie en rien un retour de confiance dans la gauche, les sondages montrent la coïncidence d'un Sarkozy qui chute et d'un Fillon en hausse.

Les négociations des listes montrent aussi la fin d'une époque, celle de l'union de la gauche dans son application telle que nous l'avons conçue au 20ème siècle. Pourtant, faute d'avoir construit une alternative à celle-ci, nous restons prisonniers des formes anciennes. Car l'enjeu de ces élections est aussi l'avenir de la gauche de demain. Nous sommes impliqués dans des alliances politiques qui ne reposent sur aucune construction politique globale.

En 1977, la stratégie n'était pas la bonne mais le programme commun structurait, sur le plan local, les alliances électorales. En 2001, c'est la gauche plurielle qui cimente l'union électorale. Les alliances électorales d'aujourd'hui ne reposent pas sur un socle de convergences globales. Elles seront traversées, dès demain, par les contradictions aiguës des enjeux européens, de la recomposition de la vie politique.

Fin d'une époque, car si en 1965 nous avons opté pour les listes d'union afin d'éviter que le PS ne s'allie avec le centre, aujourd'hui, force est de constater que la direction du Parti socialiste veut, sur le fond, partout où notre affaiblissement le lui permet, revenir sur la politique d'alliances à

gauche pour aller vers le centre droit. Il cherche, lorsqu'il le peut, à nous y entraîner, à banaliser les alliances avec le MODEM.

Il le fait, ouvertement lors du premier tour, ou par des fusions sérieusement envisagées au 2ème tour, si le parti de Bayrou arrive en position d'arbitre.

Le Conseil national doit avoir une position claire sur cette question qui n'est pas sans conséquence sur notre crédibilité de demain. Une position confuse de notre part, qui tendrait à banaliser et rendre normal ce type de coalition, nous affaiblirait encore structurellement et compromettrait la construction d'une gauche bien à gauche.

Si le Parti communiste a eu beaucoup d'élus dans son histoire, il le doit d'abord à son ancrage constant à gauche. Il est surprenant que la première mouture du projet de résolution qui nous a été adressée ne traite pas cette question.

Pour ma part, je ne porterai pas de jugement sur les situations locales dans lesquelles les fédérations sont impliquées. Mais il faut un positionnement ferme de la direction sur ce type d'alliance, car j'ai le sentiment que la question rebondira le 9 mars au soir.

Nous devons nous interroger sur pourquoi nous sommes dans cette situation et comment en sortir ? La posture difficile dans laquelle nous sommes, coincés entre le social-libéralisme et la LCR, montre toute l'urgence de contribuer à l'émergence d'un nouveau rassemblement et d'une nouvelle construction politique, à défaut de nous trouver dans une position d'isolement pour les prochaines échéances électorales.

Construire dans la clarté

Conseil national du PCF
8 février 2008

Jean-Michel Ruiz, Val-d'Oise

Dans quelques villes, le rassemblement opéré lors des municipales préfigure en partie ce que pourrait être la recombinaison de la gauche.

Dans ma commune, la liste conduite par un Vert comprend des colistiers issus de toute la gauche, du PS aux collectifs antilibéraux, en passant par le PCF auxquels s'ajoutent des citoyens engagés.

On sent que beaucoup attendent que le travail mené durant la campagne, en lien avec la population, se poursuive au delà.

L'attente est forte chez de nombreux militants de gauche, encartés ou pas, de voir naître une organisation nouvelle, portant de réelles valeurs de gauche, et dans laquelle les forces organisées trouveraient leur place, en gardant une certaine autonomie, comme cela se passe dans la préparation des élections.

On remarque que l'idée du « parti anticapitaliste » portée par Besancenot marque des points, en particulier chez les jeunes, avides de nouveauté, et aussi chez des militants communistes, soucieux de voir leurs propositions trouver de la force.

Quand nous mettons en avant que le fond de cette proposition se limite à un rassemblement autour de la LCR, ce qui me paraît être une réalité, qu'elle se consacre prioritairement à la contestation, ce qui est sûr, nous sommes peu entendus.

Je pense que nous devons profiter des élections pour être offensifs et faire vivre l'espoir de la création d'une nouvelle force, non pas bâtie autour d'un seul parti comme ce « parti anticapitaliste », mais dans laquelle chacun trouverait sa place et dans laquelle la force communiste serait bien vivante.

Nous ne pouvons attendre le congrès sans rien faire sur ce sujet.

Je suis, bien entendu, très attaché à la souveraineté des communistes et ce sont eux qui décideront à notre congrès, mais nous pouvons, sans attendre, prendre des initiatives fortes, prouver par l'expérimentation que cette idée de nouvelle organisation n'est pas utopique. Nous risquons sinon de nous retrouver seuls, isolés entre un PS qui se social-libéralise et un « parti anticapitaliste » qui refuse toute construction.

La préparation des élections de 2008 doit donner un signe fort à ceux qui espèrent à gauche. Pour cela, nous devons être très clairs dans nos déclarations et attitudes, nous devons refuser de nous retrouver dans des listes où figure le MODEM. Si nous cédon à cette tentation, parfois proposée par le PS, le signe donné aux personnes dont le cœur bat à gauche serait catastrophique. Nous risquons de nous couper de militants communistes mais aussi de briser l'espoir de nombreux militants de gauche.

Dans notre département, une déclaration de la Fédération a été faite dans ce sens et le PCF n'est engagé sur aucune liste aux côtés du MODEM, quitte à présenter des listes autonomes avec des citoyens de gauche.

Pour gagner ces élections, nous devons rétablir clairement le clivage gauche-droite que certains au PS ou à droite voudraient gommer. C'est, me semble-t-il, la condition incontournable de la victoire. Ne laissons pas croire qu'il est possible de mener une politique de gauche, même au niveau municipal, avec des gens de droite. Si la déclaration ne dit pas clairement que nous refusons de participer à des exécutifs avec le MODEM, nous laissons les socialistes maîtres de la recomposition.

Pour l'innovation politique rassembler sans se renier

Conseil national du PCF
8 février 2008

Philippe Stierlin, Paris

*« Laisser aller le cours des choses, voilà la catastrophe. »
Walter Benjamin*

- **Un progrès pour la gauche rassemblée est possible à l'occasion de cette campagne pour les élections municipales et cantonales.** Des villes comme Dieppe, Sète, le Havre peuvent ainsi être reconquises. La situation est en revanche plus difficile pour le Conseil général de Seine-Saint-Denis. Le contexte est marqué de difficultés politiques à droite avec une certaine démobilisation de cet électorat. Il ne doit pas masquer le déficit à gauche.
- **Il y a un besoin d'innovation et de créativité politiques dans la société** sur des sujets majeurs : question urbaine, démocratie participative, politiques culturelles, emploi et territoires, coopérations Paris-banlieue, besoins de mobilité et modes de transports, écologie pour tous, ruralité, couplage rural-urbain, remunicipalisation de l'eau... Partout, cette exigence de créativité revêt une acuité particulière.
- **Il y a un double besoin :**
 - ✓ **rassembler à gauche et peser de ce côté-là.** Les démarches de division ou d'affaiblissement des projets de gauche pour les villes et les villages ne sont ni pertinentes, ni comprises.
 - ✓ **donner de l'air** à une gauche qui ne soit ni seulement protestataire, ni sociale-libérale.
- **Innovation et rassemblement ne peuvent signifier reniement.** Or des responsables communistes ont accepté, ou envisagent la participation du PCF à des listes incluant le Modem et/ou à des exécutifs avec cette force politique.
- La direction du PS travaille d'ores et déjà, clairement et concrètement, dans des grandes villes emblématiques à faire alliance dès le 1er tour (Grenoble) ou entre les deux tours (Paris) avec le Modem alors que nous sommes embarqués sur ces listes.

- ✓ A Grenoble, neuf membres du Modem, dont le patron de l'Isère, Philippe de Longevialle, figurent officiellement sur la liste. Ce dernier a affirmé qu'il existe un accord entre le PS et sa formation et se réjouit de sa place de deuxième groupe sur la liste. Y figurent aussi M. Thiar, fondateur des *Amis de M. Sarkozy* en Isère et M. Betto, ancien adjoint de Carignon... Au sujet de la posture de responsables fédéraux du PCF 38, des camarades de la section de Grenoble parlent de « tollé chez les communistes, les sympathisants et électeurs », de « folie suicidaire », « d'erreur politique et stratégique » comme de « déni de démocratie » dans le Parti. Certain-e-s ont d'ores et déjà démissionné.
- ✓ A Paris, la question est posée. Actuellement élu dans un arrondissement, je suis de ceux qui considèrent :
 - que la politique de la gauche à Paris est en rupture avec les mandatures Chirac-Tibéri,
 - que les innovations sociales et sociétales contenues dans le projet communiste pour Paris souffrent depuis le début d'être emprisonnées dans le carcan de l'hégémonie socialiste et ne sont pas audibles,
 - que nous payons ici et maintenant l'absence d'initiatives dans le champ de la gauche de transformation sociale depuis un an.

A ce jour, Bertrand Delanoë envisage, de l'aveu même d'élus socialistes dont certains sont estomaqués, un accord avec le Modem entre les deux tours. Les arguments donnés par des responsables du PCF 75, sont à géométrie variable et fonction des interlocuteurs. J'ai moi-même tout entendu : (1) "il n'y aura pas d'accord entre B. Delanoë et M. Sarnez"; (2) "s'il y a un accord, il ne remet pas en cause la politique de gauche à Paris"; (3) "le Modem est aussi fréquentable que les Verts". (4) " La plupart des Verts sont de droite" (5) "une élue verte du Conseil de Paris est passée au Modem en cours de mandature, cela ne change donc rien"...

- Sauvegarder des élus et leurs financements à n'importe quel prix politique ne peut être l'alpha et l'oméga de la stratégie du PCF. Or des responsables du PCF se sont refusé depuis le début à examiner et à promouvoir des pistes alternatives, alors qu'elles existent et sont mises en œuvre dans certaines villes (Saint-Denis, Dijon, Cahors...). Il ne s'agit pas de juger ce que décident les communistes dans telle ou telle ville, sous réserve qu'ils puissent prendre ces décisions de manière véritablement démocratique et que la question leur soit ainsi posée. Mais :
 - ✓ l'enjeu est aussi national, avec des rapports de force différents d'un endroit à l'autre : notre résultat dépend aussi de la cohérence, dans le pays, des alliances municipales (cf. les exemples de construction passés type « union de la gauche » ou « gauche plurielle »),
 - ✓ les cas dépassent simplement la participation de telle ou telle personnalité voulant travailler avec des forces de gauche et de transformation sociale,

- ✓ si toutes les configurations de listes existent, y compris dans chaque département, franchir la ligne jaune des listes à participation PCF incluant le Modem hypothèque la mise en œuvre de politiques de gauche dans ces villes, tourne le dos aux valeurs et à l'idéal communistes, dilue encore plus les projets existants des communistes pour ces villes,
 - ✓ susciter un « **vote non-révolutionnaire au centre-droit** » stérilise toute possibilité d'élargir l'espace de la gauche de transformation sociale, témoigne d'une conception politicienne et boutiquière de la politique, banalise des coalitions comme celles existant en Italie avec le gouvernement Prodi.
- La résolution proposée du CN du 8 février est ambiguë. Ne pas clarifier dans cette instance est un problème consternant, qui par ailleurs nous fait perdre du temps. Il est légitime :
 - ✓ que le CN indique dans une résolution nationale que le « PCF exclut toute participation, d'une manière ou d'une autre, à des listes incluant le Modem. »
 - ✓ que les communistes puissent localement et démocratiquement, décider de tels choix.
-

Communiqué de presse des « communistes unitaires » membres du conseil national du PCF

Paris, le 6 février 2008

Lors du conseil national du 8 février 2008, les « communistes unitaires » membres du conseil national du PCF demanderont une clarification de la position de leur parti au sujet des alliances avec le Modem. Ils proposeront un amendement au projet de résolution proposée par la direction qui précisera qu'il est « *exclu que des communistes participent à des listes incluant le Modem d'une manière ou d'une autre* ».

Ils argumentent leur point de vue dans la déclaration suivante :

« Les élections municipales seront une occasion de marquer des points contre la droite, ses promesses démagogiques, sa volonté d'organiser la concurrence généralisée entre individus et territoires. Elles seront un temps de la reconstruction d'un rapport de force plus favorable à la gauche et aux luttes. Conserver les municipalités de gauche, gagner de nouveaux élus et de nouvelles mairies revêt ainsi une importance concrète.

La gauche de demain se dessine aussi à l'occasion de ce scrutin.

Nous savons les débats qui traversent le parti socialiste et la volonté d'une part non négligeable de ses responsables – parmi les premiers – de revenir sur la politique d'union de la gauche ouverte dès les municipales de 1965, et depuis ancrée et généralisée. La tentation de l'ouverture au centre refait surface et pourrait bien se traduire par des alliances de second tour avec le Modem. Nous ne jetons pas l'opprobre sur ce parti. Mais il est ancré au centre droit. Son programme, son bilan en atteste. Sa seule proposition d'« alliance des compétences » relève d'une conception droitière de la politique et de la démocratie.

La faiblesse politique dans laquelle se trouve la gauche de gauche - en particulier dans les grandes villes - ne doit pas conduire à renvoyer un message politique confus associant des communistes au Modem dans des exécutifs.

Ce serait rendre banal et normal des coalitions au centre. Partout en Europe où cette expérience est tentée, elle débouche sur des politiques rejetées par une part importante de la population et une marginalisation des forces d'alternative qui s'y sont compromises. Nous ne pouvons laisser entendre qu'elle serait une solution pour ici.

Nous retenons de l'histoire du parti communiste l'importance d'allier contestation radicale et propositions ; la nécessité de porter une politique d'union à vocation majoritaire et d'avoir des élus pour épauler les luttes et les projets. Cet équilibre qui a donné sa force au communisme français s'est appuyé sur une politique et un positionnement lisible par tous : franchement à gauche.

La confusion ne peut que nous affaiblir structurellement davantage. Elle reporterait la nécessaire reconstruction d'une gauche majoritaire sur un projet de transformation. Il est nécessaire de préserver l'avenir du communisme politique et donc il ne faut pas participer à des listes incluant le Modem d'une manière ou d'une autre. »